Bruxelles, Paris, Port-au-Prince et Québec dans les rapports envoyés au Vatican

Brussels, Paris, Port-au-Prince and Quebec in the reports sent to the Vatican

Bruselas, Paris, Port-au-Prince y Québec en los reportes enviados al Vaticano

Matteo Sanfilippo

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/assr/25823>

DOI : 10.4000/assr.25823

ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 2 mars 2014

Pagination : 207-226

ISBN : 978-2-7132-2431-7

ISSN : 0335-5985

Référence électronique

Matteo Sanfilippo, « Bruxelles, Paris, Port-au-Prince et Québec dans les rapports envoyés au Vatican », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 165 | janvier-mars 2014, mis en ligne le 20 février 2017, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/assr/25823> ; DOI : 10.4000/assr.25823

III. Politique et pouvoir

Matteo Sanfilippo

Bruxelles, Paris, Port-au-Prince et Québec dans les rapports envoyés au Vatican

Depuis dix ans, plusieurs études ont été menées sur la réaction du Saint-Siège à la perte de ses États et à la naissance du Royaume d'Italie (F. Traniello, 2007 ; G. Sale, 2010). Les historiens ont lu les encycliques et les campagnes diplomatiques et médiatiques de la fin du XIX^e siècle comme une ultime tentative, pour le Vatican, de regagner un rôle international (V. Viaene, 2005). Dans cette conjoncture, les liens entre les catholiques du Vieux et du Nouveau Monde se sont resserrés (É. Lambert, 2002 ; M. Sanfilippo, 2003) et la diplomatie vaticane a profité de ce rapprochement pour faire entendre ses protestations et retrouver une part de son influence. Au même moment, elle a travaillé à améliorer la collecte de renseignements sur les différents pays de la catholicité. Une telle récolte permettait non seulement de documenter les réactions *in loco* aux requêtes de la papauté, mais également d'évaluer les équilibres politico-religieux locaux. Aux informations venant des diplomates du Vatican, s'ajoutaient celles des évêques qui, régulièrement, avisaient le Saint-Siège des activités de leurs diocèses et des tendances politico-religieuses de leurs fidèles. Grâce à ces rapports, la bureaucratie vaticane était à même d'élaborer une stratégie adaptée aux principaux pays catholiques (C. Prudhomme, 1994 et 1998). Toutefois, le nombre de documents accumulé est tel qu'il est pratiquement impossible qu'ils aient tous été lus par les acteurs concernés. Il est, de ce fait, tout aussi inimaginable de les étudier intégralement aujourd'hui. Nous pouvons en revanche tenter un premier sondage dans les fonds principaux de trois dicastères du Vatican (la Secrétairerie d'État, les Affaires ecclésiastiques extraordinaires et la Consistoriale) afin d'examiner, par le biais des mécanismes mis en place par le Vatican entre la fin du XIX^e et la Deuxième Guerre mondiale, les modalités d'interventions des autorités religieuses dans les capitales.

La Question romaine

Pour comprendre comment le Saint-Siège perçoit les grandes villes, il faut avoir en tête ses objectifs globaux. Or, ceux-ci sont conditionnés par la position

pour le moins inconfortable du pape dans la ville même de Rome. Ainsi, le 4 mars 1888, Mariano Rampolla del Tindaro, cardinal secrétaire d'État de Léon XIII, transmet aux nonces et aux délégués apostoliques une lettre au sujet des célébrations prévues pour le 450^e anniversaire de la naissance de Giordano Bruno ¹. Dans sa missive, il décrit les réunions universitaires et les cortèges dans les rues, se lamentant que de tels événements représentent une énième offense au pape, dépourvu désormais de tout pouvoir politique dans la capitale (A. Ciampani, 2002) ! Prélats et prêtres, associations et institutions catholiques de la péninsule italienne répondent à l'appel, outrés par l'offense faite au Pontife, selon un mécanisme rodé depuis 1860 (G. Pizzorusso, 2004) ². Le dossier nous fait comprendre combien le Vatican se sent en état de siège. Les appels lancés aux catholiques ne sont pas rares. Une émeute éclate quand les anticléricaux essaient d'empêcher le transport du corps de Pie IX du Vatican à Saint-Laurent-hors-les-murs ³ ou au moment des funérailles de Santa Cadet, ancienne combattante de la République romaine de 1849 ⁴. La tension monte encore d'un cran à partir du 20 septembre 1890, quand, à l'occasion du 20^e anniversaire de la Prise de Rome, d'imposants cortèges célèbrent en Italie la « défaite de l'Église », inaugurant une tradition qui va perdurer jusqu'à la Première Guerre mondiale (M. Sanfilippo, 1997a). L'État italien n'est pas directement impliqué dans tous ces événements, mais, selon le Saint-Siège, le gouvernement aide les anticléricaux et ne perd pas une occasion d'attaquer le pape. Le clergé italien, allemand, autrichien, espagnol, français et hollandais est d'ailleurs encouragé à protester contre les atteintes répétées au pouvoir du souverain pontife (A. Ciampani, 2000 ; D. Kertzer, 2004). La réaction catholique n'est pas limitée, comme on s'en doute, à la seule Europe. En mars 1889, le Cercle Catholique de Québec transmet une *Adresse* au pontife, le remerciant pour la proclamation des encycliques *Humanum Genus* (1884, contre la franc-maçonnerie), *Immortale Dei* (1885, sur les relations entre l'Église et l'État) et *Libertas* (1888, contre la séparation de l'Église et de l'État). Dans cette lettre, les catholiques de la ville expriment leur tristesse devant l'intolérable situation dans laquelle se retrouve le Vicaire du Christ, car écrivent-ils, « [d]ans cette Rome couverte de témoignages éclatants de la munificence et de la générosité pontificales, le Pape, quoi qu'on dise, est un captif. Un pouvoir usurpateur habite ses palais, et le domaine temporel de l'Église, garantie de l'indépendance et de la liberté de son chef, ne reste toujours qu'un souvenir ⁵. » De ces multiples protestations se dégage un message implicite intéressant : comme, pour les catholiques, Rome ne peut être hostile au pontife, les impies qui contestent son autorité

1. ASV (Archivio Segreto Vaticano), Segr. Stato, 1889, rubr. 241, fasc. 3, f. 13-15, cf. C. Cerami 2006.

2. ASV, Segr. Stato, 1889, rubr. 241, fasc. 3I.

3. ASV, Segr. Stato, 1882, rubr. 241, fasc. 1-6.

4. ASV, Segr. Stato, 1889, rubr. 241, fasc. 1, f. 4-33, et « Cronaca », *La Civiltà Cattolica*, série XIV, fasc. 931 (1889), p. 368-369.

5. ASV, Segr. Stato, 1889, rubr. 241, fasc. 21, f. 176-189.

doivent forcément venir d'autres villes italiennes ou européennes. Par exemple, dans un dossier du Vatican daté du 8 juillet 1881, le secrétaire d'État transmet une circulaire qui porte sur une réunion anticléricale au théâtre Politeama de Roma ⁶ et dans laquelle sont mentionnés des télégrammes de félicitations envoyés de l'étranger, parmi lesquels se trouve un message de Victor Hugo, le grand poète français, qui participe à la souscription et aux initiatives en faveur de la commémoration de Giordano Bruno. Pour le Saint-Siège, la preuve est ainsi faite qu'il existe une conspiration européenne ⁷.

La collecte de renseignements

Du point de vue du Saint-Siège, Rome est menacée par des ennemis extérieurs. Mais qu'en est-il des catholiques en dehors de Rome ? Sont-ils en position de combattre les impies ? Le Saint-Siège se renseigne auprès de ses nonces et de ses délégués. Ces renseignements se trouvent dans les fonds de la Secrétairerie d'État – laquelle sert *grosso modo* de ministère des Affaires étrangères –, de la Consistoriale et des Affaires ecclésiastiques extraordinaires. Afin d'épauler ce dicastère au champ d'action énorme, les Affaires ecclésiastiques extraordinaires sont créées après la Restauration de 1814. De plus, après la réorganisation de la Curie en 1908, la Consistoriale se charge de la désignation et de la supervision des évêques (P. Hurtubise, L. Codignola, F. Harvey, 1999 ; M. Sanfilippo, G. Pizzorusso, 2001 ; G. Pizzorusso, O. Poncet, M. Sanfilippo, 2006). Ce dicastère, une fois engagé dans sa nouvelle activité, transmet à chaque évêque 150 questions (réduites à 100 en 1918) auxquelles il doit répondre à l'occasion de sa *visita ad limina*, c'est-à-dire de son voyage à Rome. Très souvent, les réponses forment un petit livre d'une cinquantaine de pages, accompagné de moult documents. Ces matériaux nous permettent de dresser un tableau de la manière dont les évêques locaux et les représentants diplomatiques du Vatican voient les villes qui nous intéressent ici.

Paris

Les archevêques écrivent à la Congrégation consistoriale

En 1912, Léon-Adolphe Amette, cardinal de Paris, transmet une longue relation, rédigée à la main, dans laquelle il expose la situation de son diocèse. Il explique que les catholiques y sont nombreux et les impies plutôt rares, mais qu'il y a un grand nombre d'indifférents ⁸. L'entité, qui a souffert de la séparation

6. ASV, Segr. Stato, 1882, rubr. 241, fasc. 3, f. 176 rv.

7. Cf. le numéro spécial de la revue *Giordano Bruno*, rédigé pour la souscription, et classé dans le dossier du Vatican : ASV, Segr. Stato, 1889, rubr. 241, fasc. 12.

8. ASV, Congr. Concist., Relat. Dioec., 605.

de l'Église et de l'État, se trouve dans une phase de reconstruction, mais elle peut compter sur un clergé très zélé et des fidèles généreux. Certes, le culte catholique est libre, mais un combat doit être mené du côté de l'enseignement puisque désormais les écoles publiques ne prodiguent plus de cours de religion et que le gouvernement est hostile aux écoles confessionnelles. Le cardinal signale aussi que les mariages sont dorénavant pour la plupart civils et qu'il y a très peu de mariages mixtes, même si Paris connaît un afflux d'immigrants qui proviennent de régions non catholiques. Il joint enfin à sa relation un tableau détaillé des initiatives prises dans la lutte contre le modernisme, dans la foulée de l'encyclique *Pascendi*. Cinq ans plus tard, le rapport d'Amette est très court : sept pages manuscrites. Le tableau général est toujours le même, sauf les dommages engendrés par le conflit militaire, églises détruites et prêtres tués. Le cardinal note que les calamités provoquées par la guerre ont poussé les fidèles vers une vie plus chrétienne. Les mœurs sont meilleures et l'Église a pu lancer maintes initiatives sociales, en particulier parmi les groupes ouvriers. Comme en 1912, le cardinal joint une annexe qui porte sur l'anti-modernisme. Son successeur, le cardinal Louis-Ernest Dubois, transmet dix ans plus tard une *Relatio dioecesis parisiensis anno 1927*. Elle fait 84 pages dactylographiées. Le rapport est particulièrement riche en ce qu'il contient un exposé très nourri des nombreux groupes religieux et nationaux dans les diocèses. Dubois rappelle que s'y côtoient des protestants (luthériens et calvinistes), des Grecs schismatiques, des juifs, des musulmans et des bouddhistes. Parmi les catholiques, on trouve 200 Grecs-melchites, 400 maronites, 250 syriens et 1 000 arméniens. Chaque groupe a ses prêtres et ses lieux de culte. Le rapport dresse la géographie des paroisses selon les origines des fidèles : pour les Anglais l'avenue Hoche, pour les Polonais la rue Saint-Honoré, pour les Espagnols la rue de la Pompe, les Flamands ont leur paroisse, mais l'adresse n'est pas précisée. Plus loin, des annotations très précises sont données sur l'assistance aux immigrés. Les 80 000 Polonais immigrés en France sont suivis par 25 aumôniers. En revanche, il n'y a pas de clergé spécifique pour les Luxembourgeois (25 000 à Paris et 40 000 en France), les Allemands, les Suisses et les Tchécoslovaques. Les Italiens ont augmenté leur poids démographique après la guerre et ils sont désormais entre 150 et 200 000, mais ils ne peuvent compter que sur trois prêtres. Les Belges, les Portugais, les Hongrois, ainsi que les catholiques de rite oriental (Grecs-melchites, maronites, Syriens, Roumains, Russes, Ukrainiens et Géorgiens) ont un seul missionnaire pour chaque communauté. Restent quelques petits groupes catholiques qui ne sont pas assistés : les Croates, les Hollandais, les Grecs, les Slaves et les Éthiopiens. En concluant son rapport, le cardinal souligne l'accroissement de la population de Paris, croissance qui n'est pas seulement attribuable à l'immigration. Cinquante églises ont dû être bâties après la guerre et l'activité religieuse et sociale a progressé. Cet effort redoublé a été fourni par le clergé et les associations catholiques, en particulier les associations de jeunes, mais aussi les syndicats. Le cardinal profite de son rapport pour remercier ces associations et les prêtres diocésains qui ont

permis à l'Église de tenir tête aux mouvements anti-catholiques. Le 28 juin 1929, la Consistoriale fait l'éloge du cardinal Dubois, non sans lui rappeler qu'on doit combattre sans relâche la « peste » du communisme et du socialisme. Cependant, en 1932, Jean Verdier, le nouveau cardinal archevêque, transmet un rapport de 78 pages dactylographiées, dans lequel il ne discute pas de la « menace rouge ». Autrement, ce texte est presque identique à celui de Dubois, y compris l'attention portée aux paroisses et aux missions parmi les immigrants. Enfin, en 1937, Verdier signe un nouveau rapport de 85 pages qui reprend la question de la présence à Paris des protestants, catholiques et catholiques de rite oriental, ainsi que des groupes nationaux. Il indique que de nouveaux immigrants se sont établis dans la capitale : Ruthènes et Chaldéens parmi les catholiques de rite oriental ; Nord-Américains et Autrichiens parmi ceux de rite occidental. Dans ce texte, le cardinal donne de précieux renseignements sur l'évolution sociale des fidèles. Il souligne que les divorces et les mariages civils sont en hausse et que pas mal de catholiques ne respectent plus les règles de l'Église. Il cite, par exemple, la hausse des retards de baptême. Il déclare qu'on tente péniblement de renverser ces tendances par le biais des associations religieuses. En ces matières, il ne s'agit pas seulement de se battre contre la propagande franc-maçonne ou socialo-communiste (celle-ci étant très forte dans la *banlieue rouge*), mais aussi contre la presse, le cinéma et la radio qui proposent des modes de vie très éloignés du modèle chrétien traditionnel.

Les dossiers de la Secrétairerie d'État

Les rapports des cardinaux archevêques de Paris identifient les dangers majeurs auxquels fait face l'Église catholique : suivant les indications du Vatican, ils évoquent la lutte contre le modernisme et le communisme, mais soulignent que le vrai ennemi consiste dans la prolifération des mauvaises mœurs, provoquée par la montée des médias de masse (G. Verucci, 2010). Dans les pages envoyées par ces prélats, la séparation de l'Église et de l'État n'occupe pas beaucoup de place, sinon en tant que fait établi. D'ailleurs, pendant les années de guerre, les représentants du Saint-Siège tentent de trouver un compromis avec l'État et de pénétrer à nouveau la société grâce aux associations catholiques⁹. Jusqu'en 1905, la Secrétairerie d'État suit avec intérêt les décisions du gouvernement français, montrant très souvent surprise et amertume¹⁰. Au moment du vote de la loi de

9. ASV, Segr. Stato, 1915, rubr. 242, fasc. unique et ASV, 1914, rubr. 242, fasc. unique.

10. ASV, Segr. Stato, 1899, rubr. 248, fasc. 1-2 (mort de Félix Faure et élection d'Émile Loubet) ; 1900, rubr. 248, fasc. 3-15 (début de la confrontation) ; 1902, rubr. 248, fasc. 1-12 (situation politico-religieuse) ; 1903, rubr. 248, fasc. 1-3 (« persécution religieuse » dès dal 1899) ; 1904, rubr. 248, fasc. 1-11 (rupture des relations diplomatiques). Les archives des Affaires ecclésiastiques extraordinaires contiennent des dossier sur le voyage romain d'É. Loubet : ACAES (Archivio della Congregazione per gli Affari Ecclesiastici Straordinari), III Periodo, Francia, pos. 966, fasc. 503-505 (1903-1904), cf. Poncet, 2006, Blenner-Yannou, 2006.

séparation de l'Église et de l'État, elle lance même une campagne internationale contre le gouvernement français, campagne qui suit le modèle déjà adopté contre le gouvernement italien¹¹. Toutefois, à la reprise des relations diplomatiques entre le Vatican et la France, les dossiers de la Secrétairerie d'État ne divergent pas beaucoup des correspondances des archevêques parisiens¹². D'un côté, nous trouvons le même intérêt pour l'Institut Catholique de Paris et le système scolaire catholique¹³. De l'autre, une curiosité croissante pour les immigrés¹⁴. La Séparation est désormais un élément du panorama politico-religieux français.

Bruxelles

Les archevêques écrivent à la Congrégation consistoriale

Plusieurs rapports de l'archidiocèse de Malines-Bruxelles existent dès 1912¹⁵. Le premier, *Relatio de statu ecclesiae mechliniensis sanctissimo domino nostro Pio PP X anno 1912 oblata* (111 pages imprimées), est suivi d'une très longue série de pièces jointes, choisies par le cardinal Désiré-Joseph Mercier, qui signe le rapport. Mercier souligne l'hétérogénéité d'un diocèse composé de grands centres, tels Bruxelles et Anvers, mais aussi d'un territoire rural à grande majorité catholique. Contrairement aux habitants des campagnes, les citoyens des villes seraient pervertis par le luxe et l'alcoolisme. Les associations catholiques veilleraient de plus à combattre les mariages civils, le concubinage et le contrôle des naissances. D'autres dangers guetteraient également les citadins : l'influence néfaste des individus qui se sont éloignés de l'Église ou qui s'y opposent (comme les libres penseurs et les francs-maçons). Selon Mercier, beaucoup de protestants allemands, anglais et hollandais s'établissent à Anvers et Bruxelles et se marient avec des femmes du lieu, ce qui pose le problème de choisir l'éducation religieuse de leurs enfants. Aux yeux de l'archevêque, tout le système éducatif est à revoir. Le prélat se réjouit cependant de ce que les écoles catholiques, comme les œuvres pieuses et les associations, progressent, grâce à l'argent des fidèles. Au Saint-Siège, ce rapport est lu avec énormément de retard. On y répond seulement le 23 mars 1914, mais sans beaucoup d'effet puisque le 28 juillet la Grande Guerre éclate. La Belgique, envahie, a d'autres priorités. Après le conflit, le pays a besoin de temps pour se reconstruire. Le rapport suivant, *Relatio de statu ecclesiae mechliniensis 1912-1924*, date de 1924. Mercier renvoie à celui de 1912 mais

11. ASV, Segr. Stato, 1906, rubr. 248, fasc. 1-9 (*Libro bianco sulla separazione fra Stato e Chiesa in Francia*), e 1907, rubr. 248, fasc. 1-12 (correspondance de Mgr Montagnini, resté à Paris après le départ du nonce ; *Le Livre d'or de la séparation de l'Église et de l'État en France*).

12. ASV, Arch. Nunz. Parigi, busta 366, fasc. 8 (1921-1923).

13. ASV, Arch. Nunz. Parigi, busta 385, fasc. 263, f. 1-15 (1925).

14. ASV, Arch. Nunz. Parigi, busta 379, fasc. 103, f. 78-98.

15. ASV, Congr. Concist., Relat. Dioec., 495.

actualise ses constats sur les mariages mixtes. Il ajoute également des considérations sur la presse impie, les mœurs perverses, les divorces et les cohabitations extra-matrimoniales, le contrôle des naissances et l'alcoolisme. Le prélat se dit pris entre l'espoir que suscite la grande qualité des œuvres catholiques et le pessimisme engendré par l'irrégiosité croissante de la population bruxelloise, surtout parmi les ouvriers. Trois ans plus tard, les archives conservent bien l'attestation de la *visita ad limina* de Joseph-Ernest Van Roey, successeur de Mercier, mais le rapport est absent. En 1932, en revanche, dans une riche relation de 82 pages tapées à la machine à écrire, *Relatio de statu ecclesiae mechliniensis sanctissimo domino nostro Pio PP XI anno 1932 oblata*, le panorama dressé par le prélat a changé. L'archevêque est alarmé par de nouveaux dangers : la théosophie, le spiritisme et la propagande protestante britannique et états-unienne. Il explique que, afin de se prémunir contre les attaques de l'extérieur, il a augmenté son contrôle sur les associations et la presse catholiques. En outre, l'unité du « front romain » est menacée par la question flamande, qui déchire la nation. Ce problème ne concerne pas directement Bruxelles, mais la ville en subit les répercussions. La *Relatio de statu ecclesiae mechliniensis sanctissimo domino nostro Pio PP XI anno 1937 oblata*, longue de 48 pages, répète ce qui avait déjà été dit en 1932, parfois textuellement. L'archevêque aligne toutefois des chiffres qui doivent illustrer ses difficultés : par exemple, à Bruxelles, en 1935, 7 308 mariages ont été célébrés dont plus du quart (2 122) civilement. Il souligne aussi que les écoles et les associations catholiques s'activent désormais un peu partout, mais qu'elles ne suffisent pas à repousser les assauts des ennemis de l'Église. Parmi ceux-ci, le prélat épingle le nationalisme flamand et le rexisme qui, tous les deux, imitent les modèles de propagande de l'Action française et du national-socialisme allemand. En conclusion, l'archevêque affirme que la situation a fortement empiré. Les ennemis de naguère (libéraux, francs-maçons, socialistes, protestants) n'ont pas disparu et il s'en est rajouté des nouveaux, encore plus féroces. En même temps, la déchristianisation augmente, car le cinéma et la radio poussent aux consommations frivoles et à des styles de vie opposés à la morale catholique.

Les dossiers de la Secrétairerie d'État et des Affaires ecclésiastiques extraordinaires

Il est intéressant de comparer les indications des archevêques de Bruxelles et les dossiers de la Secrétairerie d'État et des Affaires ecclésiastiques extraordinaires. La Secrétairerie est très intéressée par la vie politique locale, en particulier par les élections nationales et municipales¹⁶. Elle se renseigne sur les débats parlementaires, sur l'activité des radicaux, libéraux et socialistes, ainsi que sur

16. ASV, Arch. Nunz. Belgio, busta 14, fasc. 1 (élections nationales, provinciales et municipales, 1836-1874) ; busta 44, fasc. 1 (1875-1884) ; busta 54, fasc. 10 (1885-1896).

les risques que ces groupes posent à l'enseignement religieux à l'école¹⁷. En outre, elle évalue le potentiel des mouvements sociopolitiques liés à l'Église, avec une attention particulière à l'évolution de la démocratie chrétienne et aux syndicats catholiques¹⁸. Vers 1900, ces dossiers contiennent beaucoup d'annotations au sujet des activités politiques des catholiques et de l'essor d'un « socialisme » catholique, surtout à partir du rapprochement du Christelijke Volkspartij de l'abbé Adolf Daens et des socialistes lors des élections municipales de Bruxelles en 1899¹⁹. Dix ans plus tard, le projecteur est braqué sur la division qui règne parmi les partis catholiques²⁰ et sur les conséquences de l'action catholique promue par Mercier²¹. Puis, à partir de la Grande Guerre, les discussions portent principalement sur la question flamande²². Dans l'après-guerre, la nonciature renseigne la Secrétairerie d'État sur les principaux problèmes politiques, parmi lesquels les élections et la propagande anticatholique²³. Les dossiers les plus intéressants concernent toutefois la guerre et se trouvent dans les séries des Affaires extraordinaires²⁴. Ces dossiers contiennent des évaluations sur la situation politico-religieuse²⁵ et des réflexions sur la question flamande, qui, selon le nonce Achille Locatelli, est exacerbée par l'invasion allemande²⁶. Après la guerre, les tensions ne diminuent pas et le dicastère signale l'antagonisme entre les évêques et dénonce un clergé trop mêlé aux débats linguistiques. Dans les années 1920-1930, les Affaires ecclésiastiques extraordinaires demandent au pontife d'intervenir afin de dissuader les prêtres de se mêler de politique²⁷. Très tôt, la confrontation francophones-Flamands se révèle importante et touche de près le système scolaire catholique, surtout à l'université catholique de Louvain²⁸.

17. ASV, Arch. Nunz. Belgio, busta 48, fasc. 5 (radicaux, libéraux, socialiste et enseignement religieux dans les écoles 1885-1889) ; busta 54, fasc. 11 (Parlement – débats politiques et politico-religieux, 1890-1896) ; busta 60, fasc. 11 (Parlement – débats politiques et politico-religieux, 1896-1899) ; busta 66, fasc. 5 (Parlement ; élections ; union des catholiques).

18. ASV, Arch. Nunz. Belgio, busta 57, fasc. 28 (question sociale 1890-1896, le dossier concerne surtout la fondation d'un parti social et des syndicats catholiques) ; busta 61, fasc. 1 (parti démocrate-Chrétien 1896-1899) ; busta 80, fasc. 1 (partis politiques 1895-1907 et question des démocrates-chrétiens).

19. Cf. ASV, Segr. Stato, 1900, rubr. 256, fasc. 3-13 (très long dossier au sujet des partis politiques belges, avec beaucoup d'attention pour l'action de l'abbé Daens). Au sujet des daensistes, cf. aussi ASV, Arch. Nunz. Belgio, busta 68, fasc. 3 (1900-1904).

20. ASV, Segr. Stato, 1911, rubr. 256, fasc. 1-11.

21. ASV, Arch. Nunz. Belgio, busta 95, fasc. 2-4 (Action catholique, 1908-1911). Cf. aussi ASV, Arch. Nunz. Belgio, busta 197-201.

22. ASV, Arch. Nunz. Belgio, busta 113, fasc. 2 (autonomie flamande, 1916-1918) et busta 128, fasc. 1 (question sociale et question flamande).

23. ASV, Arch. Nunz. Belgio, busta 149, fasc. 8 et busta 193.

24. Archivio della Congregazione per gli Affari Ecclesiastici Straordinari (ACAES), III periodo, Belgio, pos. 199-298.

25. ACAES, III periodo, Belgio, pos. 205, fasc. 107 (Bruxelles 1915).

26. ACAES, III periodo, Belgio, pos. 297, fasc. 153-155 (ils concernent surtout 1918).

27. ACAES, III periodo, Belgio, pos. 332, fasc. 162-165 (1919) ; pos. 350, fasc. 174-176 (1920-1921) ; pos. 89, fasc. 2-3 (1922-1926) ; pos. 183, fasc. 41-44 (1928-1939) ; pos. 186, fasc. 49 (question flamande dans le diocèse de Bruges, 1929-1952).

28. ACAES, III periodo, Belgio, pos. 339, fasc. 171-172 (Louvain et Gand en 1920).

Dans ce contexte, le nombre de dossiers sur les relations politico-religieuses diminue, de même que ceux portant sur les partis politiques et les résultats électoraux²⁹. De plus, la partie rurale du diocèse, naguère si privilégiée par Mercier, les évêques de Bruxelles et le Vatican, est désormais perçue comme une frontière problématique car elle sépare les francophones des Flamands.

Québec

Les archevêques écrivent à la Congrégation consistoriale

Dans son premier rapport sur Québec (1914), Louis-Nazaire Bégin dresse en 77 pages le portrait d'une ville catholique et francophone : dans le territoire du diocèse, les non-catholiques forment un groupe de 7 000 personnes et le nombre d'anglophones s'élève à 12 000 sur une population totale de 382 000 habitants³⁰. L'archevêque conclut que tout va bien : les fidèles évitent les erreurs des catholiques nord-américains et européens et les catholiques de langue anglaise ne sont pas en conflit avec leurs coreligionnaires de langue française ; le clergé obéit à l'évêque et ne s'intéresse pas aux questions politiques ; les immigrants sont accueillis par l'Œuvre de l'immigration catholique (M. Pâquet, 2002). Il rappelle aussi que l'Action sociale catholique travaille avec zèle et que les catholiques ont des écoles à eux, gérées par des religieux, ainsi que leur propre université. Selon le prélat, des problèmes pourraient naître à cause de la fréquentation des théâtres et tavernes, mais les bons catholiques évitent heureusement ces lieux. Toutefois, l'archevêque doit admettre que l'amour excessif pour le luxe et le manque de discipline posent un défi à la foi et aux mœurs. D'ailleurs, les parents ne savent plus comment surveiller leurs enfants, qui s'habituent à ce manque de contrôle. En même temps, l'indifférentisme religieux augmente et l'influence des partis politiques s'étend, comme cela se passe aux États-Unis où beaucoup des fidèles de la ville de Québec sont un jour allés travailler. Dans ce climat, le respect du dimanche s'évanouit et les catholiques se marient avec des protestants sans se préoccuper outre mesure de l'éducation religieuse de leurs enfants. Ils votent en outre pour des hommes politiques qui déclarent pompeusement leur amour pour l'Église, mais qui sont en vérité des opportunistes. En revanche, les sociétés secrètes n'ont pas de prise sur les catholiques – il est à noter que, parmi ces sociétés, le prélat ne considère pas les francs-maçons, mais les Odd Fellows et les Knights of Pythias (Chevaliers de Pythias), c'est-à-dire deux sociétés d'entraide mutuelle fondées aux États-Unis. Enfin, selon Bégin, il n'y a pas de socialistes et de spiritistes à Québec. Le Saint-Siège apprécie ce rapport, mais rappelle que Bégin devrait aussi s'occuper de la question des chocs linguistiques au Canada.

29. ACAES, III periodo, Belgio, pos. 347, fasc. 173-174 (1920-1921) et pos. 161, fasc. 9-18 (1923-1939).

30. ASV, Congr. Concist., Relat. Dioec., 662.

L'archevêque répond que la paix règne dans son diocèse, où les séminaristes doivent apprendre l'anglais, le français et une troisième langue à choisir entre l'italien, le polonais et le russe. À ses yeux, le problème de la cohabitation des langues touche essentiellement l'Ontario. Et d'exposer ses thèses sur l'Église canadienne : « Il serait bien désirable que la même harmonie régnât partout, et aussi dans la Province d'Ontario où la question scolaire du bilinguisme est à l'état aigu. Mais le Saint-Siège seul pourrait agir efficacement, comme je l'ai demandé lors de mon récent séjour à Rome ». En avril 1920, Bégin transmet sa nouvelle *Relatio de statu ecclesiae Quebecensis*. Les 47 pages du rapport se situent à peu près dans la même ligne que celui de 1914. Les habitants du Québec sont désormais 414 500, dont 404 000 catholiques et 397 000 francophones. Ces chiffres sont réconfortants, mais Bégin insiste sur l'apparition de dangers nouveaux, notamment la popularité des cinémas et la fréquentation des non-catholiques. La pratique dominicale serait en baisse, tandis que les mariages mixtes augmenteraient. De plus, selon Bégin, les catholiques votent sans cesse pour des politiciens ayant davantage à cœur le succès de leur parti que le progrès de la religion. En tout cas, les bons catholiques doivent être vigilants, comme le martèle l'œuvre de la presse catholique, dont *L'Action catholique* et les *Bulletins* paroissiaux. En 1929, Félix-Raymond-Marie Rouleau, le nouveau cardinal archevêque, signe un rapport de 33 pages. Il indique que la population a encore augmenté : elle compte désormais 469 200 habitants, dont 7 700 non-catholiques et quelques milliers d'anglophones. Les mœurs du clergé de langue française sont jugées excellentes. Le clergé de langue anglaise serait bien intégré à la vie de la capitale. Toutefois, les mœurs empireraient en raison du manque de discipline familiale, du cinéma et des tendances immodestes de la mode féminine. Par chance, soutient Rouleau, les préceptes de l'Église sont généralement respectés et il n'y a pas de mariages civils. Quant aux mariages mixtes, dont se plaignait Bégin, ils s'élèvent en moyenne à 18 chaque année sur un total de plus que 3 500. Par ailleurs, les religieux gèrent 200 écoles et, de fait, contrôlent l'éducation scolaire. Les associations, les œuvres et les sociétés catholiques sont très actives, comme le prouvent les initiatives des associations de jeunes, des syndicats et de l'Œuvre protectrice des immigrants catholiques. En revanche, les catholiques n'adhèrent pas aux sociétés secrètes et il n'y a pas d'organisations socialistes, même si des syndicats affichent des tendances douteuses, combattues par le clergé. En conclusion, tout va pour le mieux, si l'on fait exception de la détente excessive des mœurs. Le 25 janvier 1935, le nouveau cardinal archevêque Jean-Marie-Rodrigue Villeneuve écrit à Pie XI au sujet de ses contacts avec le gouvernement local et le gouvernement fédéral. Il envoie aussi les 40 pages de sa *Relatio de statu ecclesiae Quebecensis*, datée du dernier jour de 1934. Les catholiques ont augmenté à nouveau leurs effectifs (498 800), tandis que les non-catholiques ont diminué les leurs (4 600). Villeneuve assure qu'à Québec, tout le monde aime l'évêque et le Saint-Siège, que la foi est forte et la vie chrétienne fleurissante.

Toutefois, il répète les problèmes déjà identifiés par Rouleau, en y ajoutant une inquiétude au sujet du nombre de naissances annuelles en baisse : ce qui l'a poussé à diffuser dans son diocèse l'encyclique *Casti connubii* (1930). Le rapport est traduit en italien. La Consistoriale se félicite de la bonne tenue des catholiques de Québec.

Les dossiers de la Secrétairerie d'État

Force est de constater que les lettres des délégués apostoliques sont loin de conforter ce tableau presque idyllique de la vie religieuse dans la capitale provinciale. Dans les années 1935-1936, la Consistoriale réévalue la situation des diocèses canadiens à l'occasion de la visite apostolique du délégué Andrea Cassulo. Un dossier traite des provinces ecclésiastiques de Montréal, Saint-Boniface, Ottawa et Québec³¹. Au sujet de cette dernière ville, Cassulo s'étend surtout sur le passé des missions de la Nouvelle-France. S'il fait l'éloge de l'esprit chrétien qui régnerait à l'archidiocèse, à l'Université Laval et parmi les autres institutions catholiques, il ne peut s'empêcher de critiquer l'esprit « mondain » qui, grâce aux bals, au cinéma et à la lecture de livres et de journaux non contrôlés par l'Église, aurait perverti l'âme des fidèles. Selon le délégué, le clergé aurait lui aussi été contaminé par cet esprit. De plus, à son avis, les prêtres de Québec subiraient l'influence de l'Action française et, se servant du prétexte de la préservation de la langue française, se compromettraient trop dans la lutte nationaliste. Le jugement du représentant romain n'est donc pas complètement positif. On trouve des signes avant-coureurs de cette perplexité à parcourir les dossiers sur l'archidiocèse précédant. Tout d'abord, les délégués apostoliques n'ont jamais aimé la presse catholique de Québec, dirigé par des laïcs ultraconservateurs ou par des ecclésiastiques. En 1905, Donato Sbarretti intervient auprès de Bégin pour bloquer *La Vérité* qui oppose les Canadiens français aux Irlandais et divise ainsi les fidèles³². Deux ans après, Sbarretti approuve la fondation de l'Action sociale catholique, mais enrage quand le journal de l'organisation, *L'Action sociale*, se révèle farouchement antilibéral³³. Créée en 1899 à la requête de la Grande-Bretagne et de Wilfrid Laurier (Perin, 1983-1990), la Délégation apostolique n'apprécie pas les initiatives agressives qui visent les libéraux ou les Britanniques. Par conséquent, les représentants de Rome sont furieux quand *L'Action sociale* s'oppose à ce que les Canadiens aident les efforts de guerre britannique, en particulier quand le journal critique la *Loi du service naval* du 4 mai 1910³⁴.

31. ASV, Congr. Concist., Visita Apostolica, 66, III.

32. ASV, Arch. Nunz. Canada, 51. 8.

33. ASV, Arch. Nunz. Canada, 51. 10.

34. ASV, Arch. Nunz. Canada, 53. 6 ; ASV, Segr. Stato, 1910, rubr. 251, fasc. 12, f. 97-105 et 1913, rubr. 251, fasc. 4, f. 3-14.

Les délégués sont aussi navrés par les tentatives de forcer le gouvernement local, qui est libéral, à se prononcer en faveur des écoles catholiques³⁵. Les polémiques commencent à la fin du XIX^e siècle et continuent au XX^e, quand Laurier et Lomer Gouin, Premier ministre du Québec de 1905 à 1920, demandent à la Délégation de faire taire *L'Action sociale*. Le délégué n'accueille pas leur requête, mais convient que le journal devrait se limiter aux questions religieuses³⁶. Les stratégies opposées du clergé local et des délégués se manifestent en 1908 lors du tricentenaire de la fondation de Québec et du bicentenaire de la mort de François de Laval, premier évêque du diocèse et de toute l'Amérique du Nord. Les organisateurs veulent la participation aux célébrations de représentants de la France afin de souligner les origines françaises du Canada et du diocèse. Les délégués s'y opposent : non seulement ils n'apprécient guère le gouvernement républicain français, mais aussi ils condamnent une lecture ethnolinguistique de l'histoire du pays. En découlent des compromis boiteux qui mécontent tout le monde et soulignent, plutôt qu'effacent, les divisions au sein de l'Église³⁷. Un autre aspect difficile des relations entre le diocèse de Québec et le Saint-Siège concerne les interventions cléricales pendant les élections, à peu près toujours en faveur des candidats conservateurs³⁸. Le Saint-Siège juge dangereuses de telles intrusions, car Québec n'est pas un diocèse quelconque, mais a été historiquement la capitale religieuse de l'Amérique du Nord britannique. Il est donc dommageable pour l'Église que les catholiques de la ville de Québec soient souvent ceux qui entament la lutte contre des membres élus du parlement et les évêques d'origine irlandaise des États-Unis et du Canada. Aux yeux des délégués apostoliques, ces zéloteurs du catholicisme de Québec risquent de nourrir des antagonismes profonds au sein de l'Église³⁹. Les hommes du Vatican commencent aussi à craindre l'excessive rigidité des archevêques de Québec au sujet des syndicats. Ils prennent note des protestations des fidèles contre les curés qui s'opposent

35. ASV, Arch. Nunz. Canada, 52. 9 et 55. 8 ; ASV, Segr. Stato, 1907, rubr. 251, fasc. 5, f. 138-152.

36. ASV, Arch. Nunz. Canada, 56. 6.

37. Tricentenaire : ASV, Arch. Nunz. Canada, 51. 14 et 52. 10/1-3 ; ASV, Segr. Stato, 1912, rubr. 283, fasc. 12, f. 115-144. Bicentenaire de la mort de Laval : ASV, Arch. Nunz. Canada, 52. 13 et 52. 15 ; ASV, Segr. Stato, 1908, rubr. 251, fasc. 4, f. 12-23. Cf. Rudin 2003.

38. Voir les attaques de l'Hon. Louis-Alexandre Taschereau, futur premier ministre libéral du Québec, contre les sermons de quelques prêtres : ASV, Arch. Nunz. Canada, 52. 18. Il est intéressant de noter que Louis-Alexandre est le neveu d'Elzéar-Alexandre Taschereau, archevêque et cardinal de Québec. Le clergé local est divisé entre le parti conservateur et le parti libéral et les religieux libéraux écrivent au délégué apostolique lui demandant d'agir contre leurs collègues conservateurs : ASV, Arch. Nunz. Canada, 56. 1. Cf. Vigod 1996.

39. ASV, Arch. Nunz. Canada, 55. 7 (premier congrès de la langue française au Canada, Québec, 24-30 juin 1912 et crainte vaticane au sujet de la participation des émigrés canadiens français interdits par Louis S. Walsh, évêque de Portland, Maine) et 56. 12 (au sujet du choc parmi Michael F. Fallon, évêque de London en Ontario et l'abbé Lionel Lindsay, directeur de *La Nouvelle-France* de Québec).

aux syndicats et aux grèves⁴⁰. Surtout, ils n'oublient pas les longues polémiques ayant suivi les anathèmes lancées contre les *Knights of Labour* (Chevaliers du Travail) de Québec (M. Sanfilippo, 2010a et 2010b).

Port-au-Prince

Les archevêques écrivent à la Secrétairerie consistoriale

En 1914, Julien Conan, archevêque de Port-au-Prince, transmet son rapport pour les années 1909-1914. D'emblée, il souligne que la conjoncture économique est fort mauvaise. De plus, la République haïtienne a changé cinq fois de gouvernement depuis 1908 et trois fois à la suite de tensions révolutionnaires⁴¹. Il est donc évident que l'archidiocèse haïtien est un cas particulier dans notre recherche. Le diocèse est pauvre et manque de prêtres, lesquels viennent d'ailleurs de France. Par conséquent, la plupart des fidèles, surtout ceux qui ne vivent pas en ville, ne reçoivent pas ou peu les sacrements. Ces catholiques « abandonnés » sont presque tous d'origine africaine et se retrouvent fortement marginalisés au sein de l'Église (P. Delisle, 2003). En Haïti, la grande majorité de la population est catholique. Conan rappelle qu'il y a 720 000 catholiques, quelques centaines de « Syriens » (partagées entre catholiques de rite oriental, juifs et musulmans), 10 000 protestants, une poignée de francs-maçons et à peu près aucun socialiste. Pourtant, les rapports affirment (1920, 1925, 1929, 1934) que l'Église romaine se trouve en difficulté. La crise économique menace toujours la République. En outre, l'invasion étatsunienne de 1915 bénéficie d'abord aux protestants. Néanmoins, comme l'expliquent les évêques du diocèse de Cap-Haïtien (en 1920, 1924, 1929, 1934)⁴², le vrai problème demeure le rapport numérique du clergé catholique par rapport à la population : il y a un prêtre pour 10 000 habitants, c'est-à-dire 2 prêtres par paroisse, lesquelles peuvent être énormes : par exemple, la Petit-Goâve compte 66 000 paroissiens ! Par conséquent, selon Conan en 1929, le clergé ne peut pas exercer un véritable contrôle sur ses ouailles : « Perdurant Africani errores et superstitiosae praxes »⁴³. La plupart des Haïtiens ne se marient pas, mais vivent « dans le péché ». On répète également qu'ils ne sont pas capables d'adopter de bonnes conduites morales mais cèdent aux sirènes du cinéma et des dancings. On craint donc que si le Saint-Siège ne vient pas en aide à l'Église de Haïti, ils sombrent dans une voie sans espoir.

40. ASV, Arch. Nunz. Canada, 56. 24 (plaintes contre les prêtres de Thetford Mine, 1916).

41. ASV, Congr. Concist., Relat. Dioc., 651. Pour l'histoire d'Haïti, cf. C. Roupert 2011.

42. ASV, S. Congr. Concist., Relat. Dioc., 184.

43. Le Vatican découvre ce qu'on lui présente comme un culte payen importé de l'Afrique à la fin des années 1880 : ACAES, II periodo, Haiti, pos. 59, fasc. 6. Peu après François Kersuzan, évêque de Cap-Haïtien, déclare que ce culte fait revenir le peuple à la barbarie : ACAES, II periodo, Haiti, pos. 82, fasc. 11.

Les dossiers de la Secrétairerie d'État et des Affaires ecclésiastiques extraordinaires

Le Vatican connaît bien la situation haïtienne, puisque les évêques haïtiens ne sont pas les seuls à le renseigner. Déjà en 1871, le vicaire apostolique de la République dominicaine (la partie espagnole de l'île) a été désigné comme délégué apostolique temporaire de l'île entière et du Venezuela⁴⁴. En 1874, la délégation devient permanente et se déplace à Port-au-Prince ; en 1916, elle se transforme en inter-nunciature des Républiques dominicaine et haïtienne et, en 1930, en nonciature. Appelés à surveiller les rapports entre l'Église et l'État, réglés par le Concordat de 1860, les délégués découvrent vite la difficulté, d'une part, de traiter avec un État aux fondations précaires et, d'autre part, de s'occuper d'un clergé provenant de France qui, très souvent, entre en conflit avec des citoyens ayant violemment rompu avec la mère patrie et qui sont noirs ou métis (cf. J.-F. Brière, 2008 ; K. François, 2009). En 1885, le cardinal Rampolla écrit au délégué Bernardino Di Milia que les rapports entre le gouvernement et l'archevêque de Port-au-Prince sont tellement tendus que le premier voudrait une présence permanente du délégué dans cette ville. Le président de la République haïtienne souligne que, n'eût été du clergé français, on pourrait résoudre tous les problèmes⁴⁵. Cinq ans après, la mort de l'archevêque Constant-Mathurin Hillion illustre le désaccord total entre le gouvernement et l'Église locale : on n'arrive même pas à désigner un nouveau prélat⁴⁶. En 1892, le cardinal secrétaire d'État envoie Giulio Tonti, déjà auditeur des nonciatures en France et au Portugal, en lui demandant de renouer les liens avec les trois Républiques de sa délégation, et en particulier avec Haïti. Les instructions que le cardinal donne au délégué révèlent l'importance que représente le choix du nouvel archevêque de Port-au-Prince. Enfin, Tonti doit accepter de devenir lui-même archevêque, ainsi qu'administrateur du diocèse de Les Gonaïves, puisque le gouvernement haïtien refuse de désigner des Français⁴⁷. Une fois nommé, le délégué-archevêque essaie d'améliorer la position de l'Église vis-à-vis du gouvernement, surtout en matière matrimoniale et scolaire, sans toutefois y arriver⁴⁸. En même temps, la « percée » protestante dans l'île suscite l'inquiétude⁴⁹. En 1902, Tonti est envoyé

44. Mais en 1862, le Saint-Siège avait essayé d'avoir une première délégation à Port-au-Prince : Archivio di Propaganda Fide, Scrittura riferite nei Congressi, America meridionale, 11 (1860-1862), f. 842-843.

45. ASV, Arch. Nunz. Haiti, 9.

46. ASV, Arch. Nunz. Haiti, 11. Voir aussi ACAES, II periodo, Haiti, pos. 49-50, 53 et 58.

47. ASV, Arch. Nunz. Haiti, 15-16. On peut suivre toute l'affaire aussi dans ACAES, II periodo, Haiti, pos. 65, fasc. 6 ; pos. 69, fasc. 7 ; pos. 72, fasc. 9, pos. 73, fasc. 9 ; pos. 76, fasc. 9.

48. ASV, Arch. Nunz. Haiti, 18-19.

49. « Relazione sulla situazione di espansione dei protestanti in Haiti » (rapport sur l'essor des protestants à Haïti, 1899), in ASV, Arch. Nunz. Haiti, 25, ainsi que le réponse au questionnaire de 1901, in ASV, Arch. Nunz. Haiti, 26.

au Brésil. Le Saint-Siège ne désigne pas de nouveau délégué pour Haïti par crainte des troubles politiques⁵⁰. La délégation reprend seulement en 1916 avec la nomination de Francesco Cherubini. Entre-temps, les États-Unis ont envahi Haïti (F. Blancpain, 1999). Le nouveau délégué doit s'occuper des Républiques dominicaine et haïtienne, car le Venezuela a désormais sa propre délégation et doit gérer la nouvelle situation politique. En même temps, il doit relancer les missions dans l'intérieur de l'île pour assurer la ré-évangélisation de la population. Il est intéressant de noter que ce renouveau missionnaire est suggéré par les catholiques étatsuniens qui financent les missions⁵¹. Cherubini craint les conflits entre les États-Unis et le gouvernement local⁵², ainsi que la pénétration protestante⁵³. Dans les années 1920 et 1930, l'attention des délégués se tourne vers les difficultés politiques et économiques. Ils ne sont pas seuls à remarquer que les Haïtiens commencent à migrer en masse, surtout vers Cuba⁵⁴. Les problèmes d'Haïti semblent ne jamais trouver de solution – constatation qui vaut d'ailleurs encore pour aujourd'hui (M. Nérestant, 1994 et 1999). Des années 1890 aux années 1930, les représentants du Vatican se préoccupent de la révision du concordat, des lois sur le divorce et le mariage, et des troubles politiques, mais sans rien obtenir⁵⁵. En 1916, Adolfo Nouel, l'archevêque de la République dominicaine, explique au cardinal Gaetano De Lai, secrétaire de la Congrégation concistoriale, que tout est dû à la présence des « nègres ». Il place sa confiance dans la capacité des États-Unis d'éradiquer le vaudou et la « barbarie » des Noirs⁵⁶. Le Saint-Siège ne partage pas cette vision brutalement raciste (d'ailleurs, ses représentants utilisent le mot « Noirs », contrairement au prélat dominicain et à ses confrères haïtiens), mais espère quand même que la modernisation importée par les soldats des États-Unis portera ses fruits⁵⁷. Toutefois, l'occupation états-unienne exaspère la population locale et, en même temps, pousse vers la reconnaissance de tous les cultes, sauf le vaudou⁵⁸. Ce développement n'est pas apprécié par les représentants du Vatican, qui avaient espéré influencer les États-Unis à travers

50. ASV, Arch. Nunz. Haiti, 31.

51. ASV, Arch. Nunz. Haiti, fasc. 33.

52. ASV, Arch. Nunz. Haiti, fasc. 34-38. Pour l'arrivée de Cherubini : ACAES, III periodo, Haiti, pos. 115, fasc. 27 et pos. 119, fasc. 27. Pour les bagarres avec les occupants : ACAES, III periodo, Haiti, pos. 138, fasc. 33 et pos. 140, fasc. 34.

53. ASV, Arch. Nunz. Haiti, fasc. 39. Voir aussi : ACAES, III, periodo, Haiti, pos. 141, fasc. 34 ; IV periodo, pos. 98, fasc. 3 et IV periodo, pos. 108, fasc. 7-8.

54. ASV, Arch. Nunz. Haiti, fasc. 38 (migration) et 40-42 (situation politico-religieuse). Sur la migration à Cuba, voir aussi ACAES, III periodo, Haiti, pos. 136, fasc. 33 et pos. 137, fasc. 33 ; IV periodo, Haiti, pos. 95, fasc. 2.

55. Concordat : ACAES, IV periodo, Haiti, pos. 109, fasc. 9. Lois matrimoniales : ACAES, II periodo, Haiti, pos. 67, fasc. 7 ; pos. 70, fasc. 7-8 ; pos. 92, fasc. 14 ; III periodo, pos. 113, fasc. 27 ; IV periodo, pos. 113, fasc. 12. Troubles politiques : ACAES, III periodo, Haiti, pos. 127, fasc. 30 et IV periodo, pos. 115, fasc. 12.

56. ACAES, III periodo, Haiti, pos. 117, fasc. 27.

57. ACAES, III periodo, Haiti, pos. 121, fasc. 27.

58. ACAES, III periodo, Haiti, pos. 125, fasc. 30 et pos. 127, fasc. 30.

la délégation apostolique à Washington ⁵⁹. Enfin, si les délégués déplorent l'attitude des habitants, attitude qui ne permet jamais de résoudre les problèmes politiques, et préfèrent traiter avec les élites des États-Unis, ils demeurent sensibles aux appels des catholiques haïtiens qui leur demandent d'aider un petit peuple « qui se meurt sous l'étreinte d'une puissante Nation impérialiste ⁶⁰ ».

L'entre-deux-guerres enregistre des changements dans l'attitude de la politique internationale du Saint-Siège. D'un côté, celui-ci est confronté à de nouvelles menaces portées par l'essor des totalitarismes. De l'autre, la Question romaine est close grâce à l'accord avec le gouvernement italien fasciste (G. Sale, 2007 et 2011 ; E. Gentile, 2011). En ce qui nous concerne, les Accords du Latran marquent une mutation. Pendant quelques années, le Saint-Siège ne se juge plus en état de siège ⁶¹. Il diminue son activité de lobbying au plan international et accepte une espèce de retour à la normale. Un phénomène semblable avait pu s'observer en France après la crise de la Séparation, quand, une fois rouverte la nonciature, les problèmes quotidiens avaient été privilégiés. Ce phénomène est encore plus évident dans le cas italien, où les polémiques s'apaisent après la période dramatique d'avant 1915 (M. Sanfilippo, 1997b). Si nous prenons les séries des Affaires ecclésiastiques extraordinaires, partiellement analysées par David Kertzer dans son volume sur les rapports entre la papauté et l'Italie, nous voyons comment émergent des dossiers sur la genèse et la signature des Accords du Latran ⁶², puis, dans les années 1930, des discussions sur le projet urbanistique fasciste et le réaménagement du quartier autour de Saint-Pierre, avec des craintes suscitées par la possible démolition d'édifices ecclésiastiques, mais sans l'acrimonie que l'on pouvait observer à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle ⁶³. Cette évolution se reflète dans les diocèses francophones. Parmi les documents du Vatican qui concernent la Belgique, nous voyons comment l'épiscopat belge interprète la phase aiguë de la Question romaine, en particulier l'érection du monument à Giordano Bruno et les célébrations du 20 septembre, jusqu'aux Accords du Latran ⁶⁴. Soulagés par l'amélioration des conditions du Saint-Siège, les catholiques tendent à se concentrer sur leurs propres problèmes, c'est-à-dire

59. ACAES, III periodo, Haiti, pos. 123, fasc. 29.

60. ACAES, IV periodo, Haiti, pos. 91, fasc. 1, ainsi que pos. 86 PO, fasc. 1.

61. Le tournant sera la découverte des difficultés provoquées par les nouvelles politiques totalitaires : R. Moro 2008. En particulier, surtout en Italie, on ne doit oublier les répercussions des lois raciales : G. Sale 2009 et R. Moro 2009.

62. ACAES, IV periodo, Italia, pos. 630, fasc. 62-64 (contacts avec le gouvernement fasciste, 1923-1929) et pos. 702, fasc. I-XXII (accords du Latran).

63. ACAES, IV periodo, Italia, pos. 851, fasc. 535-539, Roma 1930-1938 et pos. 962, fasc. 647.

64. ASV, Arch. Nunz. Belgio, busta 51, fasc. 25 ; busta 66, fasc. 1 ; busta 148, fasc. 1.

la Question flamande et le Rexisme. À Paris, il en est de même et l'énergie est consacrée à trouver un nouvel équilibre avec l'État, à se charger d'une immigration croissante, nourrie d'exilés politiques et de membres d'autres Églises et d'autres religions, et à faire front à la menace socialo-communiste (notamment dans la *banlieue rouge*, où s'installent beaucoup d'immigrants). À Bruxelles et à Québec, les syndicats font certes peur, mais moins que la « modernité », c'est-à-dire les mœurs qui ne sont plus ceux d'antan et la nouvelle mentalité issue de la société de consommation (cf. J.-P. Warren, 2006), ou encore l'intensification d'une question nationale regardée avec suspicion. Si le cardinal de Malines mentionne l'Action française et le nazisme parmi les inspireurs du nationalisme flamand et du rexisme, le délégué apostolique évoque la même Action française comme une source du nationalisme excessif des prêtres de Québec. Port-au-Prince étant tourmentée par d'autres difficultés, maintient au contraire une position tout à fait marginale. De fait, les évêques et les délégués apostoliques de la République haïtienne se préoccupent surtout de la crise économique et politique locale et des masses de catholiques abandonnés. Ils ne commentent pas la situation politique internationale et ne se soucient pas du tout de présenter aux fidèles les problèmes du Vatican.

Matteo SANFILIPPO

Università della Tuscia

matteosanfilippo@unitus.it

Bibliographie

- BLANCPAIN François, 1999, *Haïti et les États-Unis 1915-1934, histoire d'une occupation*, Paris, L'Harmattan.
- BLENNER Séverine, YANNOU Hervé, 2006, « Le Saint-Siège et la France religieuse du Concordat à la séparation (1802-1914) », in Pizzorusso G., Poncet O., Sanfilippo M. (éds.), *Gli archivi della Santa Sede e la storia di Francia*, Viterbo, Sette Città, p. 61-92.
- BRIÈRE Jean-François, 2008, *Haïti et la France 1804-1848. Le rêve brisé*, Paris, Karthala.
- CERAMI Calogero (éd.), 2006, *La figura e l'opera del cardinale Mariano Rampolla del Tindaro*, Caltanissetta-Roma, Sciascia.
- CIAMPANI Andrea, 2000, *Cattolici e liberali durante la trasformazione dei partiti: la « questione di Roma » tra politica nazionale e progetti vaticani (1876-1883)*, Roma, Archivio Guido Izzi.
- , 2002, Municipio capitolino e governo nazionale da Pio IX a Umberto I, in Vidotto V. (éd.), *Storia di Roma dall'antichità ad oggi*, Roma Capitale, Roma-Bari, Laterza, p. 37-72.
- DELISLE Philippe, 2003, *Le catholicisme en Haïti au XIX^e siècle. Le rêve d'une « Bretagne noire » (1860-1915)*, Paris, Karthala.
- FRANÇOIS Kawas, 2009, *L'État et l'Église catholique en Haïti aux XIX^e et XX^e siècles (1860-1980)*, Paris, Karthala.

- GENTILE Emilio, 2011, « La Grande Guerra e la rivoluzione fascista », in Melloni A. (éd.), *Cristiani d'Italia. Chiese, società, stato, 1861-2011*, Roma, Istituto dell'Enciclopedia Italiana, p. 247-259.
- HURTUBISE Pierre, CODIGNOLA Luca, HARVEY Fernand (éds.), 1999, *L'Amérique du Nord française dans les archives religieuses de Rome 1600-1922*, Québec, Éds. de l'Institut québécois de recherche sur la culture.
- KERTZER David I., 2004, *Prisoner of the Vatican: The Popes' Secret Plot to Capture Rome from the New Italian State*, Boston, Houghton Mifflin Harcourt.
- LAMBERTS Emiel (éd.), 2002, *Black International 1870-1878. The Holy See and Militant Catholicism in Europe*, Leuven, Leuven Univ. Press.
- MORO Renato, 2008, « Le chiese e la modernità totalitaria », in Filoramo G. (dir.), *Le religioni e il mondo moderno, I, Cristianesimo*, Torino, Einaudi, p. 418-451.
- , 2009, *La Chiesa e lo sterminio degli ebrei*, Bologna, Il Mulino.
- NÉRESTANT Mical M., 1994, *Religion et politique en Haïti (1804-1990)*, Paris, Karthala.
- , 1999, *L'Église d'Haïti à l'aube du troisième millénaire*, Paris, Karthala.
- PAQUET Martin, 2002, « Marquage identitaire et pastorale catholique des immigrants. L'Œuvre protectrice des immigrants catholiques, 1912-1930 », in Wallot J.-P., Lanthier P. et Watelet H. (éds.), *Constructions identitaires et pratiques sociales. Actes du colloque en hommage à Pierre Savard*, Ottawa, Presses de l'Univ. d'Ottawa, p. 125-146.
- PERIN Roberto, 1983, « La raison du plus fort est toujours la meilleure : la représentation du Saint-Siège au Canada, 1877-1917 », *Société canadienne d'histoire de l'Église catholique, Sessions d'études*, 50, p. 99-117.
- , 1990, *Rome in Canada. The Vatican and Canadian Affairs in the Late Victorian Age*, Toronto, Univ. of Toronto Press.
- PIZZORUSSO Giovanni, 2004, « I cattolici nordamericani e La sovranità temporale dei romani pontefici (1860-1864) », in Fiorentino D. et Sanfilippo M. (éds.), *Gli Stati Uniti e l'unità d'Italia*, Roma, Gangemi, p. 113-124.
- PIZZORUSSO Giovanni, PONCET Olivier, SANFILIPPO Matteo (éds.), 2006, *Gli archivi della Santa Sede e la storia di Francia*, Viterbo, Sette Città.
- PONCET Olivier, 2006, *La Nonciature de France (1819-1904) et ses archives*, Città del Vaticano, Archivio Segreto Vaticano.
- PRUDHOMME Claude, 1994, *Stratégie missionnaire du Saint-Siège sous Léon XIII (1878-1903). Centralisation romaine et défis culturels*, Rome, École française de Rome.
- , 1998, « Les hommes de la Secrétairerie d'État. Carrières, réseaux, culture », in *Mélanges de l'École française de Rome. Italie et Méditerranée*, 110-2, p. 475-493.
- RICCI Saverio, 2009, *Dal Brunus Redivivus al Bruno degli italiani. Metamorfosi della nolana filosofia tra Sette e Ottocento*, Roma, Edizioni di storia e letteratura.
- ROUPERT Catherine Ève, 2011, *Histoire d'Haïti : la première république noire du Nouveau monde*, Paris, Perrin.
- RUDIN Ronald, 2003, *Founding Fathers: The Celebration of Champlain and Laval in the Streets of Quebec, 1878-1908*, Toronto, Univ. of Toronto Press.
- SALE Giovanni, 2007, *Fascismo e Vaticano prima della Conciliazione*, Milano, Jaca Book.
- , 2009, *Le leggi razziali in Italia e il Vaticano*, Milano, Jaca Book.
- , 2010, *L'unità d'Italia e la Santa Sede*, Milano, Jaca Book.
- , 2011, *La Chiesa di Mussolini. I rapporti tra fascismo e religione*, Milano, Jaca Book.

- SANFILIPPO Matteo, 1997a, « “Masse briache di livore anticlericale”: la documentazione vaticana sul 20 settembre (1870-1922) », in *Mélanges de l'École française de Rome. Italie et Méditerranée*, 109-1, p. 139-158.
- , 1997b, « Le fonti dell'Archivio Segreto Vaticano », in De Nicolò M. (éd.), *L'amministrazione comunale di Roma. Legislazione, fonti archivistiche e documentarie, storiografia*, Bologna, Il Mulino, p. 325-341.
- , 2003, *L'affermazione del cattolicesimo nel Nord America. Elite, emigranti e chiesa cattolica negli Stati Uniti e in Canada, 1750-1920*, Viterbo, Sette Città.
- , 2005, *Dal Québec alla Città Eterna. Viaggiatori franco-canadesi a Roma*, Roma, Istituto Nazionale di Studi Romani.
- , 2010a, « I complicati rapporti fra la Chiesa cattolica statunitense e la Santa Sede, 1880-1918 », in Fiorentino D. (éd.), *Gli Stati Uniti e l'Italia alla fine del XIX secolo*, Roma, Gangemi, p. 59-74.
- , 2010b, « America settentrionale e americanismo », in Prosperi A., Lavenia V. et Tedeschi J. (éds.), *Dizionario storico dell'inquisizione*, I, Pisa, Edizioni della Normale, p. 55-57.
- SANFILIPPO Matteo, PIZZORUSSO Giovanni (éds.), 2001, *Gli archivi della Santa Sede come fonte per la storia moderna e contemporanea*, Viterbo, Sette Città.
- TRANIELLO Francesco, 2007, *Religione cattolica e Stato nazionale. Dal Risorgimento al secondo dopoguerra*, Bologna, Il Mulino.
- VERUCCI Guido, 1881, *L'Italia laica prima e dopo l'Unità (1848-1876): anticlericalismo, libero pensiero e ateismo nella società italiana*, Roma-Bari, Laterza.
- , 2010, *L'eresia del Novecento: la chiesa e la repressione del modernismo in Italia*, Torino, Einaudi.
- VIAENE Vincent (éd.), 2005, *The Papacy and New World Order. Vatican Diplomacy, Catholic Opinion and International Politics at the Time of Leo XIII (1878-1903)*, Louvain, Leuven Univ. Press.
- VIGOD Bernard, 1986, *Quebec before Duplessis: The Political Career of Louis-Alexandre Taschereau*, Montreal, McGill-Queen's Univ. Press.
- WARREN Jean-Philippe, 2006, *Hourra pour Santa Claus ! La commercialisation de la saison des fêtes au Québec, 1885-1915*, Montréal, Boréal, 2006.

Bruxelles, Paris, Port-au-Prince et Québec dans les rapports envoyés au Vatican

Les encycliques et les campagnes diplomatiques et médiatiques de la fin du XIX^e siècle ont été une ultime tentative, pour le Vatican, de regagner un rôle international. Dans cette conjoncture, les liens parmi les catholiques du Vieux et du Nouveau Monde se sont resserrés et la diplomatie vaticane a utilisé ce rapprochement pour faire entendre ses protestations et retrouver une part de son influence. Au même moment, elle a essayé d'améliorer la récolte des renseignements dans les différents pays de la catholicité.

Mots-clés : Vatican, Paris, Bruxelles, Québec, Rome, Port-au-Prince.

Brussels, Paris, Port-au-Prince and Quebec in the reports sent to the Vatican

Encyclicals and diplomatic and media campaigns of the late nineteenth century were a last attempt for the Vatican to regain an international role. In this situation, the ties among Catholics of the Old and New World were tightening and the Vatican's diplomacy used this conjuncture to voice its protests and regain some of its lost influence. At the same time, it tried to learn more about what was happening in the various countries of the Catholicity.

Key words: Vatican, Paris, Brussels, Quebec, Rome, Port-au-Prince.

Bruselas, Paris, Port-au-Prince y Québec en los reportes enviados al Vaticano

Las Encíclicas y las campañas diplomáticas y mediáticas del fin del siglo XIX fueron un último intento, para el Vaticano, de recuperar un rol internacional. En esta coyuntura, los lazos entre los católicos del Viejo y del Nuevo Mundo se estrecharon y la diplomacia vaticana utilizó este acercamiento para hacer escuchar sus protestas y recuperar una parte de su influencia. Al mismo tiempo, la diplomacia vaticana intentó mejorar la recolección de informaciones en los diferentes países de la catolicidad.

Palabras clave: Vaticano, Paris, Bruselas, Quebec, Roma, Puerto Principe.